RENÉ GIRAULT

L'ECOLE FRANÇAISE D'HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

Dans la seconde moitié du XIXè siècle, au temps où l'histoire devenait scientifique en se voulant "objective" par l'utilisation neutre des documents du passé, fondant ce qu'il est convenu d'appeler l'histoire "positiviste", certains chercheurs en France et hors de France développèrent un genre, vite devenu classique, celui de l'histoire diplomatique. Il s'agissait d'analyser, avec toute la minutie possible, l'action des responsables de la politique étrangère des Etats; l'emploi des documents d'archives ou des mémoires des acteurs de la vie internationale permettait de reconstituer d'abord la trame des négociations internationales, puis de brosser les portraits des héros ou des médiocres en ce domaine, façon nouvelle de revenir à une histoire des hommes illustres inspirée de l'Antiquité. Cette tendance demeura dominante jusqu'à la période de l'entre-deux-guerres. Pouvait-il en être autrement puisque, d'une part, le positivisme imposait ses lois, que, d'autre part, la diplomatie étudiée paraissait dépendre de la volonté de quelques individualités? Les règles d'accessibilité aux documents d'archives fixaient le délai normal d'attente pour l'ouverture des dossiers à une cinquantaine d'années; du coup, vers 1910-1930, on pouvait, au mieux, scruter les relations internationales du milieu du XIXè siècle, époque riche en grands acteurs aux prises avec la formation des Etats-nations en Europe, tels Bismarck, Cavour, Napoléon III ou Palmerston. Les diplomates eux-mêmes étaient souvent formés dans des Institutions comme l'Ecole Libre des Sciences Politiques à Paris (environ 80% des diplomates français en poste au début du XXè siècle en avaient suivi les cours), où un Albert Vandal et un Albert Sorel donnaient des lettres de noblesse à l'histoire diplomatique à travers l'histoire des relations extérieures de la France pendant la Révolution et l'Empire. Hors de France, la tendance était identique pour des raisons similaires: la diplomatie relevait de la compétence d'un petit nombre d'individus (chefs d'Etat, chefs de gouvernement, ministres des affaires étrangères, grands ambassadeurs); il semblait donc logique de s'en tenir à cette histoire de quelques uns.

La première guerre mondiale et ses suites marquèrent une rupture sur

deux plans. D'un côté, cette guerre totale, engageant les peuples, marquant chairs et âmes, démontra que les relations internationales cessaient d'être l'apanage de quelques uns; en 1917-1919, on proclamait la nécessité d'une diplomatie "ouverte", faite par et pour les peuples. D'un autre côté, cette guerre fut réglée par un traité de paix qui non seulement délimitait les gains des vainqueurs sur les vaincus, mais affirmait encore la responsabilité du vaincu dans les causes du conflit. Cet aspect du "diktat" de Versailles conduisit les autorités politiques allemandes à demander aux historiens allemands d'apporter la preuve de la non-culpabilité de leur pays ou du partage des responsabilités entre les belligérants. Pour ce faire, l'Allemagne commença la publication de Documents Diplomatiques sur les années de l'avant-guerre (*Die Grosse Politik der Europäischen Kabinetten*). En réponse, les autres Puissances répliquèrent par des publications de sources diplomatiques (Documents diplomatiques français, britanniques, américains, etc.). L'histoire diplomatique devint une histoire engagée, utilisée par certains politiques à des fins non-scientifiques. Elle portait sur une période plus proche, véritable histoire immédiate. Dans ces conditions, l'historien pouvait-il conserver l'impassibilité précédente du positiviste?

L'historien prisonnier de son temps? Plutôt marqué par son temps, au point d'interroger le passé en fonction du présent. A sa manière, plutôt vive, voire brutale, Lucien Febvre, un des pères fondateurs des *Annales,* ne manqua pas de souligner cette transformation du statut social de l'historien; accusant les historiens de la diplomatie de rester des hommes de cabinet, capables seulement de relater "la poussière des faits divers", attentifs aux "agitations de surface", il les fustigea férocement dès les années trente. Ainsi, dès sa naissance, l'Ecole des Annales ébranlait l'histoire diplomatique. Elle lui reprochait aussi de laisser de côté la "longue durée", le poids de la conjoncture, les contraintes sociales, les modes culturelles. Le jeu subtil des diplomates était jugé "croûte apparente, superficielle"; il convenait de le replacer dans les grands courants de l'histoire; pour être un historien véritable, il fallait cesser d'adopter seulement le point de vue des chancelleries. L'idéologie marxiste, en net essor après la seconde guerre mondiale, vint à son tour, renforcer la tendance qui accordait la préférence aux mouvements de fond: l'étude des superstructures de l'Etat et des représentants des classes sociales dirigeantes offrait un certain intérêt, mais il importait d'analyser d'abord les rapports de production de l'époque, le développement de la lutte des classes, le mécanisme fondamental de l'impérialisme en ses rapports économie-politique. En somme, une très forte remise en cause de l'histoire diplomatique traditionnelle agitait les esprits au début des années cinquante.

En publiant sa monumentale "*Histoire des Relations Internationales*" (huit volumes, 1953-1958) Pierre Renouvin sut dégager les voies nouvelles de la recherche dans ce domaine. Dans ces ouvrages et dans un rapport remarquable présenté au Congrès International des Sciences Historiques en 1955, celui qui, avant la guerre, avait été le responsable scientifique de la publication des *Documents Diplomatiques Français* et l'auteur d'un manuel classique d'*Histoire diplomatique de l'Europe* (1929), posa clairement les buts et les méthodes de cette nouvelle histoire. La convergence de trois tendances antérieures de la recherche historique sera à la base de l'histoire des relations internationales: l'histoire diplomatique, attentive aux préoccupations de sécurité, de puissance et de prestige, exprimées par l'action des chancelleries, sera mêlée à l'histoire des "forces sous-jacentes", "des mouvements profonds", ceux de l'économie, des sociétés, retenus par l'Ecole des Annales; de même, l'analyse des idéologies, des sentiments, des passions et des mentalités qu'un grand historien italien Federico Chabod vient de présenter avec bonheur dans sa *Storia della Politica estera italiana dal 1870 al 1896* (1951), contribuera à éclairer l'ensemble. Grâce à la synthèse entre ces divers courants il deviendra possible d'écrire une histoire scientifique des relations entre les hommes séparés par des frontières, au sein d'Etats-nations.

Le champ des recherches s'élargit, se diversifie, se complique. L'historien des relations internationales (le changement de titre est significatif) devra se faire tour à tour politiste, économiste, géographe, sociologue, etc, s'il veut embrasser la complexe réalité; il devra utiliser les travaux de ses collègues spécialistes de ces champs de recherche. Vaste programme, trop vaste peut-être, ce qui amène P. Renouvin, réaliste et lucide, à préconiser l'étude de cas concrets pour déterminer, au coup par coup, le degré d'interférence ou l'influence relative de tel ou tel facteur dans la recherche entreprise: "L'historien ne doit pas "isoler" un aspect de la vérité ... il a le devoir de chercher partout, sans opposer les sujets majeurs aux sujets mineurs, les éléments d'une explication".

Dès lors, le mouvement est lancé. L'histoire économique, alors en pleine explosion en France et en Europe, grâce aux travaux d'Ernest Labrousse, de Pierre Vilar, de Jean Bouvier pour ne citer que l'exemple français, vient aider à l'orientation des premières Thèses d'Etat déposées dans le domaine de l'histoire des relations internationales. Dans les relations extérieures de la France avant 1914, comment l'action diplomatique de l'Etat a-t-elle été influencée par les moyens économiques, financiers notamment, dont la France disposait à ce moment?

Pour éclairer ces recherches, un livre de méthode est publié en 1964:

"*Introduction à l'Histoire des Relations Internationales*". Dans cet ouvrage, qui doit être classé parmi les œuvres maîtresses de l'historiographie française, P. Renouvin et Jean Baptiste Duroselle (qui lui succède alors à la Sorbonne) s'efforcent de présenter un cadre de recherches à travers le bilan des travaux antérieurs et de poser des questions de méthode destinées à susciter de nouveaux travaux. On ne trouve pas ici une réflexion théorisante à la manière d'un Raymond Aron, qui vient de publier un "*Paix et Guerre entre les Nations*" (1962) où le sociologue s'interroge de façon classique sur le système international, c'est à dire sur la nature des relations entre les Etats, réduisant les rapports internationaux à des relations inter -étatiques dominées par des rapports de force et par le recours à la guerre dû à l'absence de lois internationales réelles. Les deux auteurs, en historiens, scrutent l'action internationale des Etats dans le passé, non pour trouver des modèles ou des schémas explicatifs mais pour dégager des influences qui marquent le cours de l'action diplomatique. Ces influences, ce sont les "forces profondes", au cœur de la pensée de P. Renouvin. Celui-ci détermine ainsi les principaux facteurs d'influence: les conditions géographiques (ressources du territoire, sa position, l'espace); les conditions démographiques (essor démographique, mouvements migratoires); les forces économiques (conflits des politiques économiques, expansion, coercitions, unions douanières, ententes internationales, partages d'influence); les questions financières (investissements externes, interventions de l'Etat, rôle de l'impérialisme financier); les traits de la mentalité collective et les grands courants sentimentaux à travers le sentiment national, les nationalismes (avec ses mobiles variés, idéologiques, religieux, sa propagande), le sentiment pacifiste. Dans une seconde partie, J. B. Duroselle montre comment l'homme d'Etat, au caractère personnel varié, conscient de l'intérêt national réagit face à ces forces profondes, soit pour en subir la pression, soit pour s'en servir avant de prendre sa décision, car "étudier les relations internationales sans tenir compte des conceptions personnelles, des méthodes, des réactions sentimentales de l'homme d'Etat, c'est négliger un facteur important, parfois essentiel".

Voici l'histoire des relations internationales définitivement fondée en France.

Les orientations récentes en France

S'il fallait une preuve de l'interdépendance entre la recherche scientifique et l'environnement "politique" (au sens de vie de la cité), c'est bien dans les travaux de l'école française d'histoire des relations internationales qu'on

pourrait la trouver. Le poids grandissant des contraintes économiques dans les relations internationales, les aléas de la décolonisation, le recul relatif de la France sur la scène internationale ont contribué autant que les règles d'accessiblité aux archives à l'orientation des travaux de recherche pendant les années soixante. La régle des 50 années pour consulter les fonds d'archives publiques conduisit à prendre la France de la Belle Epoque comme cadre de réflexion; la France s'était doté alors d'un vaste Empire colonial, elle avait été la seconde puissance financière du globe, elle avait joué un rôle majeur dans la politique européenne, à l'époque décisive pour le monde entier. Les travaux d'H. Brunschvig, de C. Coquery-Vidrovitch, de C. R. Ageron, de J. C. Allain, plus tard de J. Marseille, décrivirent les formes de la conquête coloniale française afin de mesurer si l'impérialisme colonial français d'avant 1914 avait trouvé sa raison d'être dans un besoin d'expansion économique; leurs réponses nuancées montrèrent que l'exploitation des colonies par et au profit d'un petit nombre de groupes ne correspondait pas à une volonté impérialiste généralisée, comparable au voisin-concurrent britannique, mais à l'action bien organisée d'un parti colonial minoritaire.

L'impérialisme économique français se manifestait davantage dans des zones "indépendantes", comme l'est-européen, en Russie, dans l'Empire Ottoman, au Maroc, mais en se heurtant souvent à l'adversaire germanique, avec lequel cependant des ententes étaient un moment possibles (jusqu'en 1911); de manière générale, l'arme financière, rendue efficace par la quantité de capitaux français disponibles pour l'exportation, était employée consciemment par l'Etat français, mais le monde des affaires, les banquiers notamment, divisés en eux-mêmes, agissait souvent de façon autonome (travaux de P. Guillen, R. Poidevin, R. Girault, J. Thobie, P. Milza). L'action des responsables politiques français pouvait continuer à obéir à des desseins politiques (surtout celui de la sécurité), mais les forces profondes de l'économie jouaient un rôle certain et grandissant. En somme, l'histoire des relations extérieurs de la France démontrait que cet Etat était entré, dès avant 1914, dans le mouvement essentiel du XXè siècle, celui de la mondialisation de l'économie à travers un capitalisme étendu à l'échelle mondiale.

Ce faisant, l'école française posait le problème délicat du rapport entre les mouvements longs de la conjoncture et les choix circonstanciels politiques (le temps court). Elle ne cherchait pas à répondre à la vaine question d'une suprématie du Politique sur l'Economique (ou vice-versa), mais elle voulait plutôt comprendre la nature de l'interrelation milieux politiques-milieux économiques, appareil d'Etat-firmes privées devant la multiplicité et l'hétérogénéïté des situations concrètes. En un moment où l'histoire économique

s'engageait surtout vers la micro-analyse et vers une modélisation quantitativiste abstraite, où l'histoire politique était jugée (à tort) dépassée, déclinante, l'histoire des relations internationales affirmait ses prétentions à la synthèse. Ainsi, le cas spécifique de l'impérialisme français permettait d'engager une réflexion sur la réalité de l'impérialisme d'avant 1914, dégagée des mythes ou stéréotypes construits par les philosophes ou sociologues "idéologues", mais tendant vers une explication globalisante.

La fuite du temps et les conditions plus libérales d'accès aux archives (règle des 30 ans acquise par la loi de 1979) entraînèrent les chercheurs à aborder la période de l'entre deux guerres. Désormais, la France devait limiter ses ambitions à l'aune de ses capacités économiques et d'une population diminuées, elle devait tenir compte des riches Etats Unis et d'une Puissance allemande agressive, avant de sombrer comme tous dans une crise économique et sociale d'envergure. C'est bien l'histoire d'un déclin qu'il fallut considérer. Les travaux de recherches menés souvent à partir d'études bilatérales, franco-allemandes, franco-américaines surtout, franco-belges, franco-espagnoles (thèse de J. Bariety, Y. M. Nouailhat, A. Kaspi, D. Artaud, E. Bussière, A. Bachoud, J. M. Delaunay), ou bien à propos des organisations internationales, Société des Nations, Conférences sur le Désarmement et Réarmement (N. Pietri, M. T. Mouton, M. Vaisse, R. Frank), confirmèrent le rôle important des questions économiques dans les relations internationales, mais ils soulignèrent aussi le poids considérable des mentalités collectives et des courants idéologiques ou sentimentaux. Sous l'influence de J. B. Duroselle, lui-même connaisseur "critique" des travaux de la politologie nord-américaine, dominante là bas dans le domaine des Relations Internationales, de nouveaux axes de recherches furent dégagés: en particulier, l'analyse du processus de décision où les individuealités et les petits groupes, voire les bureaucraties, jouent un rôle-clef, passa au premier plan. Dans un livre vite devenu un ouvrage classique, véritable couronnement de multiples travaux scientifiques, "*La Décadence 1932-1939*" (1979), J. B. Duroselle sut articuler l'analyse de la conduite de la politique extérieure par les hommes d'Etat avec celle des forces sous-jacentes (ambiance des mentalités, machine diplomatique, intérêts économiques, forces armées). Il reprit ensuite l'essentiel de ses vues théoriques dans un nouvel ouvrage de réflexion méthodologique "*Tout Empire périra, une vision théorique des relations internationales*" (1982). La vitalité de l'école française n'était plus à démontrer.

Quels sont actuellement les principaux problèmes débattus?

La querelle ancienne de la primauté du Politique sur l'Economique (ou

réciproquement) a beaucoup perdu de son acuité. On arrive aujourd'hui à la conclusion qu'il existe une multiplicité d'exemples ambivalents, ce qui ne permet pas à l'historien de trancher. Par contre ne pourrait-on éclairer ce problème par une reflexion complémentaire? La structure des relations économiques (entendues au sens large) a beaucoup changé dans le temps et il conviendrait sans doute de "périodiser" les problème, Jusqu'au début du 20ème siècle, les diplomates affectent de mépriser "les basses besognes" de l'économie et leurs décisions peuvent provenir d'une réflexion éclairée par les seules contingences politiques. A partir de la première guerre mondiale et surtout avec la grande crise économique des années trente, une telle attitude devient impossible; même les structures internes des appareils diplomatiques portent la trace de cette mutation avec la création de nombreux postes d'attachés ou conseillers financiers, commerciaux. La politique extérieure semble devenir la résultante d'un "complexe" où contraintes politiques, comme économiques, se mêlent complètement.

Plus intéressantes et plus novatrices apparaissent les questions du processus décisionnel et de l'évalution du rôle des mentalités. Sous l'influence des politistes, l'école historique française aborde la délicate question de l'organisation des groupes et appareils bureaucratiques au sein desquels les "décideurs" agissent. La publication de nombreux livres de "Mémoires", "Souvenirs" où les acteurs, à la retraite, usant de dossiers personnels livrent des clefs ou suggèrent des pistes pour comprendre les raisons "humaines" des choix réalisés, a beaucoup contribué au développement de la recherche dans cette direction. L'extension numérique des appareils diplomatiques qui rend le choix des documents significatifs de plus en plus délicat (nous allons succomber sous le poids des archives récentes!) oblige à rechercher qui a pu prendre, ou faire prendre, telle décision. Du coup, le rôle des hommes, de leur mentalité, de leur formation, retrouve une portée plus grande. Retour vers une histoire des grands hommes?

Non point, puisque les grands hommes d'Etat ne sont pas seuls à être observés. En fait, le récent tournant majeur pour les historiens des relations internationales provient de leur capacité à intérer l'histoire des mentalités dans leur panoplie conceptuelle. On avait procédé depuis longtemps à la recherche du poids des opinions publiques dans le processus décisionnel en politique étrangère pour conclure au rôle limité des opinions, sauf en temps de crise intense (exemple de Munich en 1938) ou lorsque des courants profonds d'inimitié entre peuple et peuple (le cas franco-allemand entre 1870 et environ 1960) entravaient toute modification radicale des rapports d'Etat. Mais en allant plus avant dans l'introspection des décideurs, n'était-on point

entraîné à s'interroger sur l'interdépendance entre leurs actes et leur environnement "culturel", c'est à dire sur l'influence des mentalités collectives du moment? Ceux-ci (les décideurs) ne sont-ils pas marqués par l'éducation reçue à l'école, au lycée, à l'université, par leurs lectures à l'age adulte, par leur appartenance religieuse, par les mythes colportés dans les médias? L'analyse traditionnelle de la presse a cédé le pas aux analyses des manifestation culturelles d'un pays en un temps donné, en notant au passage que le contexte politico-social ambiant, interne, détermine souvent les capacités d'agir à l'extérieur. D'une nouvelle manière, on pose ainsi la question du rapport politique intérieure-politique extérieure.

Au total, *l'histoire des relations internationales en France est devenue une histoire "totalisante"*, puisqu'elle s'appuie sur des directions de recherches variées, où se mêlent histoire politique, histoire économique, histoire des mentalités, histoire sociale. Cela signifie la nécessité d'un travail en équipes, même au niveau international (et on se rejouira ici de l'opportunité d'un travail commun franco-grec). Des travaux récents dans des chantiers vastes, comme ceux de la "Perception de la Puissance en Europe Occidentale autour de la Seconde Guerre Mondiale" ou "Opinion publique et Relations Internationales, XIXè-XXè siècle", montrent l'intérêt de ces collaborations multiples. Avec l'ouverture des archives selon la règle des 30 ans, qui amène de nombreux jeunes chercheurs à se tourner vers la période postérieure à la seconde guerre mondiale, une telle collaboration entre historiens devient nécessité vitale. Puisse ce Colloque y contribuer aujourd'hui et demain!

Université Paris I. Sorbonne

Bibliographie

Méthodologie: Pierre Renouvin et Jean Baptiste Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales,* Paris, 1964. J. B. Duroselle, *Tout Empire périra, une vision théorique de l'histoire des relations internationales,* Paris, 1982. Jean Bouvier, in *L'impérialisme à la Française,* tome 2, *1914-1960,* Paris, 1986. Les numéros 41 et 42 de la Revue *Relations Internationales,* "Vingt ans d'histoire des relations internationales", Paris, 1985 (avec d'importantes bibliographies des travaux allemands, britanniques, belges, italiens, suisses de ce domaine) *L'historien et les relations internationales,* en hommage à Jacques Freymond, Genève, 1981 *Enjeux et Puissances,* hommage à J. B. Duroselle, Paris, 1986.

Ouvrages de synthèse: Pierre Renouvin et alii, *Histoire des Relations internationales,* 8 volumes (du Moyen Age à 1945), Paris, 1953-1958. René Girault, *Diplomatie européenne et Impérialismes 1870-1914,* Paris, 1979. R. Girault et Robert Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941,* Paris, 1988. J. B. Duroselle, *Histoire Diplomatique de 1919 à nos jours,* 9è édition, Paris 1985. *La politique étrangère de la France,* collection dirigée par J. B. Duroselle, 4 volumes publiés, Pierre Guillen 1881-1894, J. B. Duroselle, 1932-1944, Jean Doise et Maurice Vaisse, *Diplomatie et outil militaire,* Paris, 1979-1987. Charles Bloch, *Le troisième Reich et le monde,* Paris, 1986. Raymond Poidevin, *L'Allemagne et le monde,* Paris, 1983. Roland Marx, *La Grande Bretagne et le monde au XXè siècle,* Paris, 1984. Alfred Grosser, *Les Occidentaux, les Pays d'Europe et les Etats Unis depuis la guerre,* Paris, 1978. Pierre Milza, *Le nouveau désordre mondial,* Paris, 1983. Hélène Carrere d'Encausse, *Le grand frère,* Paris, 1983.

Pistes de recherches récentes à travers des contributions internationales: Opinion publique et politique extérieure, 3 volumes (1870-1981), Rome, 1981-1985. Jean Bouvier, R. Girault et Jacques Thobie, *L'impérialisme à la française,* 2 volumes (1870-1960), Paris, 1979-1986. *La Puissance en Europe 1938-40,* R. Girault et R. Frank éd., Paris, 1984. *Power in Europe? 1945-50,* F. Knipping et J. Becker éd., Berlin-New York, 1986. *Histoire des débuts de la Construction Européenne 1948-1950,* R. Poidevin éd., Bruxelles, 1986. *Die Anfänge des Schuman-Plans 1950-1951,* Klaus Schwabe éd., Aachen, 1988.